

REVUE DES LIVRES

«ANTIJUSTICE»

par Raoul Béteille

Ce livre est d'abord un constat. Il montre où nous en sommes, où nous a menés une politique criminelle (c'est le cas de le dire) qui, ayant démarré bien avant le 10 mai 1981, a atteint depuis lors sa vitesse de croisière. Le point de départ est une vieille lune : l'idée que, l'homme étant naturellement bon, la société est seule responsable de tous les maux qui nous accablent et, en particulier, de tous les crimes qui se commettent. De sorte qu'il ne saurait être question de punir qui que ce soit (et non pas seulement de mort, mais même de simple incarcération) et que, ce qu'il faut combattre et détruire, c'est évidemment la société. Et donc au premier chef la justice (sans parler des autres piliers de l'édifice). Et surtout la justice répressive. Il y a là une logique et une efficacité redoutables : le juge et le droit sont le signe du groupe ; la démission du juge pénal nous ramène donc d'un seul coup, et à coup sûr, à l'heure de la justice privée, antérieure à ce qu'on a pu nommer «contrat social». Les faits divers se chargent de nous administrer chaque jour la démonstration de cette vérité d'évidence.

Quand on a bien compris que la guerre subversive, c'est-à-dire l'inoculation d'une idée suicidaire dans le groupe social attaqué, prend de plus en plus la relève de la guerre armée, reste à savoir si la machine ainsi construite à l'extérieur pour détruire notre civilisation grâce à ce retour en arrière n'est pas destinée, une fois la démolition achevée, à permettre la construction de la société collectiviste étouffante, et pleine de mépris pour l'homme, dont les étudiants chinois, les ouvriers



polonais, les malheureux Allemands de l'Est, et tant d'autres, n'arrivent pas à se dépatrer. Les ennemis intérieurs (les amis lucides de l'ennemi extérieur) ne se divisent-ils pas en deux sous-catégories ? Il y a certes les rousseauistes bon teint, les anarchistes (qui ne demandent qu'à tout démolir à condition que rien ne soit ensuite construit) et les fanatiques de la perestroïka (qui sont persuadés que l'ennemi extérieur est devenu fréquentable, et son triomphe chez nous profitable). Mais on n'oubliera pas l'existence des marxistes ô combien lucides qui savent, eux, que la démolition sera suivie d'un stade politique autoritaire, totalitaire, répressif jusqu'à la férocité et ayant à l'échelle humaine toutes les apparences du définitif. Voilà la double et funeste phalange de ceux qui trouvent alors, aussitôt, chez nous comme ailleurs, de puissants alliés objectifs : les nombreux gobe-lune sans lucidité aucune qui hantent tout corps social, qui sont prêts à tout croire et à tout faire pourvu qu'ils aient l'air d'être dans le vent de l'histoire et que Marie-Chantal soit contente d'eux : or, sans les gobe-lune, la maladie n'aurait que peu de chances de «prendre» et de s'installer.

C'est donc du combat pour la li-

berté qu'il s'agit. De la conviction que la responsabilité de l'homme est une notion inséparable de sa liberté. Devant le danger, nous avons le devoir de rester nous-mêmes lucides : il faut que les gobe-lune soient encadrés par la lucidité des démolisseurs des deux espèces qui les recrutent, mais aussi de la nôtre, conscients que nous devons être et du danger, et des méthodes de l'ennemi, et de ses actions de guerre subversive. Il faut savoir que, comme toujours, **il a dit la vérité dans ses professions de foi et proclamations initiales** avant de passer à l'action : la vérité est dans **Mein Kampf**, jamais dans les déclarations ultérieures et mensongères destinées, par opportunité passagère, à endormir l'attention parce qu'on est en train de franchir telle ou telle étape décisive ou délicate : dans ces moments-là, l'ennemi intérieur lucide qui est au pouvoir a recours, sans aucun scrupule, à la **dissonance entre l'action et le discours** (voir notamment l'affaire de l'isolement des détenus dangereux...).

A partir de ces constatations, le livre fait son chemin en montrant que les critiques adressées à la justice qui est la nôtre (critiques dont l'entière liberté est indispensable, ladite justice étant humaine est donc perfectible) correspondant souvent, en fait, à une action subversive (consciente ou non de la part de ses divers auteurs, mais soigneusement calculée par ceux qui l'ont suscitée) en relation avec l'existence fascinante d'un univers inverse de celui que nous connaissons, d'un véritable «monde renversé», avec son «antimatière» et tout naturellement son **«antijustice»**. Il est

REVUE DES LIVRES

«ANTIJUSTICE» (suite)

Raoul BÉTEILLE

ANTIJUSTICE



UNION NATIONALE INTER-UNIVERSITAIRE
CENTRE D'ÉTUDES ET DE DIFFUSION
8, Rue de Musset - 75016 PARIS

dangereux de raisonner comme si le juge, qui va inmanquablement donner tort à l'un des deux adversaires qu'il a devant lui, pouvait néanmoins «faire» 100 %

de satisfaits. Il est dangereux de se soucier jusqu'à la caricature du bien-être et du confort de Mme Nathalie Ménigon et de mépriser les gardiens de prison. Dangereux de partir en guerre sans réfléchir contre le juge d'instruction et l'inculpation qu'il peut être amené à notifier, tout en admirant l'**habeas corpus** des Anglais qui aboutit au même résultat c'est-à-dire, quand il le faut, au maintien provisoire en prison, par un «juge de la charge suffisante», d'un présumé innocent qui ne sera jugé «au fond» que plus tard (mais le plus rapidement possible !) etc. L'erreur judiciaire (qui est aussi l'acquittement d'un coupable au bénéfice d'un pseudo-doute), la peine de mort, autant de sujets également abordés par l'ouvrage pour montrer que «l'abandon des armes visibles» dont parlait Paul Valéry aboutit à semer le «germe du goulag», le jeu de la prévention à tout prix et le devoir de soigner (au lieu de punir) autorisant en fin de compte les pires déviations.

Si l'on était tenté de croire que ces réflexions sont pessimistes, exagérées ou erronées (concernant également, entre autres, le

fameux encombrement des prisons et ses causes réelles), il suffirait de lire la fin du livre pour être éclairé. On y trouve

les déclarations fondamentales de ceux qui sont maintenant portés au pouvoir (judiciaire) par le pouvoir exécutif actuel et qui, apparemment, sont bel et bien là aux postes «sensibles», pour y faire ce qu'ils ont bel et bien dit qu'il fallait faire. Seuls quelques naïfs se satisferont des trois nominations «classiques» de président de chambre à la Cour de cassation qui viennent d'être décidées et y verront la preuve que notre justice n'est pas en train de subir une politisation telle qu'on n'en avait encore jamais vu (sans e final, n'en déplaise aux faiseurs de fautes d'orthographe que l'auteur prend aussi pour cible).

La conclusion de l'ouvrage se termine par une note de doute et de sagesse philosophique, mais elle commence de façon martiale :

«Nous nous en tirerons si nous avons le courage de voir, celui de parler et si nous ne nous laissons pas impressionner, en particulier, par les cyniques qui nous accusent «d'exploiter politiquement les erreurs politiques du pouvoir en place est le premier des devoirs politiques, c'est-à-dire des devoirs du citoyen : il n'a pas du tout le devoir de se laisser faire»... Certains y verront peut-être une pierre dans un jardin haut placé, mais devant le danger que courrent justice et société, il est temps que même le magistrat se comporte en citoyen. C'est une question de vie ou de mort.

Antijustice, édité par l'Union Nationale Inter-Universitaire - 8 rue de Musset 75016 Paris - 120 pages.

L'ouvrage peut-être commandé (70 Fr + Frais d'envoi) à l'adresse ci-dessus ou au siège de l'A.P.M.